



Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest

N°248 - 23/02/2018



ZOOM SUR...

... le rapport annuel de *Transparency international* sur la perception de la corruption dans le monde (180 pays classés)

Le classement est effectué à partir d'un indice de perception de la corruption calculé à l'aide d'enquêtes réalisées auprès d'hommes d'affaires, d'analystes de risques et d'universitaires résidant dans les pays ou à l'étranger.

Cette édition confirme le mauvais classement général des pays africains-notamment de la région subsaharienne-qui en moyenne ont un score de 32 sur une échelle de 0 (pays extrêmement corrompu) à 100. Ce score est en-dessous de la moyenne mondiale qui est de 42.

En l'occurrence, les deux pays les plus mal classés sont africains : le Soudan du Sud et la Somalie. Le premier pays du continent arrive à la 34^e place mondiale : le Botswana avec un score de 61. Il est suivi des Seychelles (36^e rang mondial, avec un score de 60), du Cap-Vert (47^e), du Rwanda (48^e) et de la Namibie (53^e).

Comparée à l'édition précédente,

- **les meilleures performances africaines ont été enregistrées dans les pays suivants** : la Gambie (+16 places, 130^e au rang mondial), la Tanzanie (+13, 103^e), le Bénin (+10, 85^e), le Lesotho (+9, 74^e), le Maroc (+9, 81^e) et la Côte d'Ivoire (+6, 103^e) dont l'indice a progressé de 27 à 36 entre 2013 et 2017.
- **les mauvaises performances africaines viennent** : du Libéria (-32 places, 122^e), du Gabon (-16, 117^e), du Nigéria (-12, 148^e), du Ghana (-11, 81^e), du Niger (-11, 112^e), du Mozambique (-11, 153^e), du Madagascar (-10, 155^e) et du Cap-Vert (-10, 48^e). En Afrique de l'Ouest, on note également le recul du Mali (-6, 122^e), de la Guinée (-6, 148^e), du Sénégal (-2, 66^e), du Burkina Faso (-2, 74^e) et du Togo (-1, 117^e). Dans le cas particulier du Sénégal, le score du pays a significativement progressé de 36 à 45 entre 2013 et 2017.

Pays	Score 2017 (sur 100)	Rang africain (sur 54)	Rang mondial 2017 (sur 180)	Evolution par rapport à 2016
Cap Vert	55	3	48	↓ -10
Sénégal	45	8	66	↓ -2
Burkina Faso	42	10	74	↓ -2
Ghana	40	13	81	↓ -11
Bénin	39	15	85	↑ 10
Côte d'Ivoire	36	18	103	↑ 5
Niger	33	22	112	↓ -11
Togo	32	25	117	↓ -1
Mali	31	29	122	↓ -6
Gambie	30	30	130	↑ 15
Sierra Leone	30	31	130	↓ -7
Mauritanie	28	33	143	↓ -1
Guinée	27	35	148	↓ -6
Nigeria	27	36	148	↓ -12
Guinée Bissau	17	50	171	↓ -3

ACTUALITE REGIONALE

Les échanges de la France avec le Burkina Faso et le Niger en nette croissance en 2017

En 2017, les exportations de la France vers le Burkina Faso et le Niger sont en hausse, respectivement de 7,4% à 250,4 MEUR et de 16,7% à 150,3 MEUR. Les importations de la France en provenance du Burkina Faso et le Niger sont également en hausse respectivement de 25% avec un volume de 22,8 MEUR et de 8,5% avec un volume de 238,7 MEUR. A l'échelle de l'Afrique subsaharienne, le Burkina Faso est le 14^e pays importateur de produits français et le 24^e pays exportateur vers la France. Le Niger occupe respectivement les 20^e et 9^e rangs. Enfin, la France réalise avec le Burkina Faso son 10^e excédent en Afrique Subsaharienne (227,6 MEUR) et avec le Niger son 7^e déficit (- 88,4 MEUR).

BURKINA FASO

Exécution du budget 2017

Au 31 décembre 2017, le budget de l'État a été exécuté en recettes à 1 592,1 Mds FCFA (2 427 MEUR) et en dépenses à 2 116,4 Mds FCFA (3 226 MEUR), avec des taux de réalisation de 88,5% pour les ressources et de 92% pour les dépenses. Le déficit global s'est élevé à 799 MEUR (- 6% du PIB selon le FMI) et a été partiellement couvert par la mobilisation de ressources via notamment les emprunts obligataires et les décaissements d'appuis budgétaires. Le taux de pression fiscale s'établit à 16,4% en 2017 contre 15,76% en 2016. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales 2017 ressort à 52,07% en 2017 contre 49,49% en 2016 pour une norme communautaire d'au plus 35%.

COTE D'IVOIRE

1 566 migrants clandestins rapatriés en dix mois

Un total de 1 566 migrants ivoiriens ont été rapatriés en moins de dix mois, entre mai 2017 et février 2018, grâce à la collaboration entre le gouvernement ivoirien et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Près de 1000 migrants sont rentrés de Libye, 300 du Niger, 200 du Maroc, 50 de la Mauritanie. Parmi eux, 317 femmes, 1114 hommes et 135 mineurs. L'OIM a participé à leur réinsertion. Près de 800 personnes ont été conseillées et 90 personnes ont participé à des formations avec l'AGEFOP (Agence nationale de la formation professionnelle). Selon l'OIM, 70% des migrants exerçaient un emploi avant leur départ.

Hausse attendue de la production de la noix de cajou

Le pays vient de lancer la nouvelle campagne de commercialisation de la noix de cajou. Les autorités visent une production de 750 000 tonnes, ce qui représentera une hausse de 5,5% par rapport à celle de 2017 qui avait atteint environ 711 000 tonnes, soit 22% de la production mondiale. Ce niveau record de production permet à la Côte d'Ivoire de conserver sa position de 1^{er} producteur mondial. Le prix plancher bord champ payé au producteur a été fixé à 500 FCFA le kilo, contre 440 FCFA en 2017. Environ 86 % de la production nationale est exportée, principalement à destination du Vietnam (68 %), de l'Inde (28 %) et du Brésil (3 %). Le taux de transformation local demeure marginal, à seulement 7% en 2017.

MAURITANIE

Inquiétude du FMI sur l'endettement non concessionnel

Le FMI a officiellement mis en garde la Mauritanie contre les emprunts non concessionnels. Le taux d'endettement du pays s'est établi à 73% du PIB en 2017 (hors la dette passive du Koweït qui représente 25% du PIB). Le Fonds invite les autorités à améliorer la gestion de la dette publique et à mener les réformes structurelles nécessaires pour diversifier l'économie et accélérer la croissance.

Pour mémoire, le parlement mauritanien avait ratifié en novembre 2017 plusieurs conventions de prêts, avec notamment : Eximbank India (110 MUSD), le Fonds saoudien de développement (21,5 MEUR). Récemment, en janvier 2018, un autre accord de prêt de 18 MUSD a été conclu avec le Fond de l'OPEP.

SENEGAL

Vote d'une loi relative au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme

Conformément aux obligations fixées par l'UEMOA en 2015, l'Assemblée nationale sénégalaise a adopté le 13 février une loi permettant la prévention et la répression de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. La loi responsabilise juridiquement les institutions financières privées et publiques qui participeraient, de manière consciente ou inconsciente, au blanchiment de capitaux issus d'actes criminels ou à leur financement.

ENTREPRISES & PROJETS

GUINEE

RUSAL commande 114 wagons pour son projet de bauxite de Dian-Dian

Suite à un appel d'offres international lancé par RUSAL, l'entreprise russe, la société de production et de recherche appliquée « United Wagon Company » a été retenue pour livrer 114 wagons-trémies pour le transport de la bauxite extraite par RUSAL à Dian-Dian, le plus riche et grand gisement de bauxite au monde situé dans la région de Boké. Ces wagons-trémies auront chacun une capacité de charge maximale de 101,5 T avec un volume de chargement de 54 m³. A noter que RUSAL est le propriétaire de l'usine d'alumine de Fria dont la production devrait démarrer en avril 2018.

MAURITANIE

Afreximbank veut investir 1,5 Md USD au cours des prochaines années

Au terme d'une audience avec le Chef d'Etat mauritanien, le Président de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a annoncé l'ambition de son institution d'investir près de 1,5 Md USD en Mauritanie au cours des prochaines années. Ces investissements visent essentiellement les secteurs de la pêche, des mines et de l'énergie, avec la construction de ports de pêche, d'infrastructures énergétiques, de parcs industriels et de transformation de matières premières.

NIGER

Le 3^e pont de Niamey sera opérationnel avant 2021

Le 3^e pont de Niamey sur le fleuve Niger, dénommé « Pont Général Seyni Kountché », dont les travaux de construction ont été officiellement lancés le 6 avril 2017 par le président nigérien Issoufou Mahamadou, sera achevé avant 2021. Cet ouvrage, le plus grand projet financé par la Chine, permettra de relier le premier et le cinquième arrondissement de la capitale. D'une longueur de 3,7 km, ce pont permettra de fluidifier la circulation et d'améliorer la connectivité avec l'Ouest du pays. C'est le deuxième pont financé par la coopération chinoise à Niamey.

Sonatrach confirme la découverte de nouveaux gisements de pétrole

La compagnie algérienne Sonatrach, spécialisée dans l'amont pétrolier, a annoncé la découverte d'un gisement pétrolier dans la région de Kafra, au Nord du Niger. Le gisement est logé sur le bloc Kafra I, situé à la frontière algéro-nigérienne. La Sonatrach explore depuis plusieurs années au Niger où elle a obtenu, en 2005, un permis de recherche. Les études post-forages n'ont pas encore permis de déterminer la portée économique du gisement. Les enjeux sont importants pour le Niger qui a

commencé depuis 2011 à produire du pétrole à partir du bloc d'Agadem, exploité conjointement avec le groupe pétrolier chinois CNPC, avec une production de 20 000 barils/jour.

Le groupe nigérian Dantata veut implanter trois nouvelles industries dans le pays

Lors d'un entretien avec le Président nigérian Mahamadou Issoufou, le PDG du groupe nigérian Dantata, Elhadj Dantata Aminu, a annoncé l'ambition de son groupe de créer trois industries au Niger. Celles-ci concerneraient les domaines de l'agroalimentaire (production de viande), l'agrochimie (fabrication d'engrais chimiques), ainsi que la fabrication d'aliments pour bétail. Il y a quelques semaines, Dantata avait signé des accords commerciaux avec la région de Maradi, la capitale économique du Niger.

SENEGAL

Aide budgétaire en faveur du secteur de l'eau

Un prêt de politique publique (aide budgétaire sectorielle) accordé par l'AFD d'un montant de 41 MEUR a été signé le 2 février 2018, en marge de la visite du Président Emmanuel Macron. Ce prêt s'inscrit dans un programme de soutien au secteur de l'eau de 80 MEUR, en co-financement avec l'UE. Ce programme devrait entre autres permettre une amélioration de la gouvernance sectorielle, une consolidation de l'équilibre de financement du secteur, et une augmentation du nombre de branchements à l'eau potable.

Copyright

Lettre réservée à la seule utilisation des destinataires. Les articles ne peuvent en aucun cas être reproduits ou cotés. Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abidjan (adresser les demandes à abidjan@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur :

Service Économique Régional pour l'Afrique de l'ouest

Adresse :

17 B.P. 151 Abidjan 17

Abidjan

Côte d'Ivoire

Indicateurs Pays (2017)	Bénin	B. Faso	Cap-V.	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.)</i>	11	19	0,5	25	2	13	2	19	4	19	16	8	110,3	1 033
Macroéconomie														
<i>PIB (Mds\$)</i>	9,4	13,2	1,7	40,3	1	9,1	1,3	15	5,1	7,9	16,2	4,8	114,2	1 529,1
<i>PIB / hab (\$)</i>	825	696	3 212	1 615	471	702	762	794	1 321	421	1 007	622	1 035	1 480
<i>Croissance PIB réel (%)</i>	5	6	4	8	3	7	5	5	3	4	7	5	6,5	2,6
<i>Inflation (%)</i>	2,0	1,5	1,0	1,0	8,3	8,5	2,8	0,2	2,5	1,0	2,1	0,8	1,5	11
Finances Publiques														
<i>Déficit public (%PIB)</i>	-6	-6	-4	-5	-3	-1	-2	-4	1	-8	-4	-5	-5	-5
<i>Dette publique (%PIB)</i>	53	37	129	51	113	43	43	35	92	52	61	80	46	45
<i>Pression fiscale (%PIB)</i>	14	17	20	16	15	15	9	15	19	14	21	18	16	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
<i>Balance commerciale (%PIB)</i>	-8	-2	-33	7	-27	-16	4	-5	-4	-13	-12	-21	-3	-1
<i>Exportations françaises vers² (M\$)</i>	237	258	40	1 187	9	159	5	407	163	143	839	327	3 404	13 457
<i>Importations françaises depuis³ (M\$)</i>	5	20	0,5	871	6	146	0,3	12	48	243	83	12	1247	9211
<i>Balance courante (%PIB)</i>	-9	-7	-6	2	-9	-25	0	-7	11	-19	-5	-8	-6	-3
Aspects qualitatifs														
<i>IDH⁴</i>	167	185	122	171	173	183	178	175	157	187	162	166	-	-
<i>Doing Business⁵</i>	151	148	127	139	146	153	176	143	150	144	140	156	-	-
<i>Environnement des affaires⁶</i>	C	C	B	C	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI (WEO ; article IV ; revues programme) sauf indications contraires.

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map - 2016

³ Trade Map - 2016

⁴ PNUD - mars 2017 - Classement sur 188 pays

⁵ Banque mondiale - octobre 2017 - Classement sur 190 pays

⁶ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque